



Bureau
international
du Travail

Travail décent pour les jeunes ruraux

TRAVAIL DÉCENT DANS L'ÉCONOMIE RURALE
NOTES D'ORIENTATION DES POLITIQUES



1. Logique et justification

Près de 18 pour cent de la population mondiale, soit 1,2 milliards d'individus, sont âgés de 15 à 24 ans. Près de 85 pour cent d'entre eux vivent dans des régions en développement d'Asie, d'Afrique ainsi que d'Amérique latine et des Caraïbes, pour la plupart en zone rurale. D'ici à 2030, le nombre de jeunes à l'échelle mondiale devrait s'élever à 1,3 milliards. Les jeunes femmes et les jeunes hommes vivant dans les économies rurales sont de puissants instruments du changement et les acteurs clés de la mise en œuvre réussie et de la réalisation des objectifs de développement durable (ODD). Ce dividende démographique offre une possibilité unique de faire progresser les économies rurales et de façonner le processus de transformation rurale¹.

Malgré cela, le potentiel d'emplois décents chez les jeunes n'est pas exploité, et le chômage et la pauvreté qui frappent les jeunes travailleurs – femmes et hommes – demeurent un défi planétaire. L'OIT estime à 11,8 pour cent le taux de chômage des jeunes (15-24 ans) au niveau mondial, ce qui signifie qu'environ 59,3 millions de jeunes sont sans emploi. Parmi ceux qui ont un emploi, près de 156 millions vivent dans une situation d'extrême pauvreté ou de pauvreté modérée dans des pays émergents ou en développement. Dans la seule Afrique subsaharienne, 58 millions de jeunes qui travaillent – soit près de 67 pour cent de la population des jeunes ayant un emploi – vivent dans la pauvreté. On estime à 21,8 pour cent le nombre de jeunes dans le monde – des femmes pour la plupart – qui sont non scolarisés et sans emploi ni formation².

Les obstacles au travail décent dans les zones rurales sont particulièrement redoutables, et la persistance d'un taux élevé de chômage et de travailleurs pauvres parmi les jeunes restent un défi à relever. L'absence de possibilités d'emplois viables demeure un obstacle majeur au taux d'activité des jeunes en milieu rural. Ceux qui occupent un emploi sont souvent engagés dans des formes d'emploi non viables et presque toujours dans l'économie informelle, où ils travaillent comme travailleurs indépendants ou comme manœuvres occasionnels, surtout dans le secteur agricole. Les jeunes des zones rurales sont 40 pour cent plus susceptibles d'être engagés dans un

emploi rémunéré occasionnel, sans contrat de travail, et ont quatre fois plus de probabilité de travailler comme travailleurs familiaux non rémunérés que les jeunes des zones urbaines³.

Malgré leur importante contribution aux économies rurales, les jeunes femmes se retrouvent dans des situations encore plus défavorisées que leurs homologues masculins. Bien souvent, des obstacles d'ordre structurel, social, culturel et économique portent atteinte à leur taux d'activité en milieu rural: rapports de pouvoir entre hommes et femmes traditionnellement déséquilibrés; modalités de propriété foncière et des moyens de production, et contrôle des ressources; inégalités en termes d'accès à l'éducation et aux soins de santé; lois et normes sociales discriminatoires; et stéréotypes de genre et partage inégal des activités domestiques non rémunérées. Les jeunes femmes des zones rurales sont surreprésentées dans l'économie informelle. Les tâches d'assistance non rémunérées sont réparties de manière inégale, et ce sont les jeunes femmes qui en assument la plus lourde part. Ainsi, dans certaines régions de l'Afrique subsaharienne, l'écart entre les hommes et les femmes qui occupent un emploi informel est supérieur à 20 points de pourcentage, et il est encore plus marqué chez les jeunes. Les jeunes femmes n'ont guère accès aux services financiers, aux intrants agricoles, aux technologies rentables en termes de temps et de main-d'œuvre, ainsi qu'aux services de base tels que l'eau et l'assainissement. Dans les zones rurales de certains Etats du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, le taux de chômage parmi les femmes est deux fois plus élevé que chez les hommes, bien que leurs niveaux d'instruction soient relativement élevés⁴.

Les enquêtes de l'OIT sur le passage de l'école à la vie active montrent que les jeunes en milieu rural ont tendance à commencer à travailler plus tôt que leurs homologues des zones urbaines. Les possibilités limitées d'accès à une éducation et à une formation de qualité sont un frein à la transition des jeunes ruraux vers le travail décent. L'éloignement géographique et l'absence fréquente de

¹ Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (DAES): *Population Facts: Youth population trends and sustainable development*, 2015, https://www.un.org/en/development/desa/population/publications/pdf/popfacts/PopFacts_2015-1.pdf (non disponible en français); DAES: *Population 2030: Demographic challenges and opportunities for sustainable development planning*, New York, 2015 (non disponible en français); OCDE: *The future of rural youth in developing countries: Tapping the potential of local value chains* (L'avenir de la jeunesse rurale dans les pays en développement: le potentiel des chaînes de valeur locales), Paris, 2018 (non disponible en français).

² BIT: *Emploi et questions sociales dans le monde – Tendances 2019*, Genève, 2019; BIT: *Emploi et questions sociales dans le monde – Tendances pour les jeunes 2016*, Genève, 2016; BIT: *Emploi et questions sociales dans le monde – Tendances 2018*, Genève, 2018; BIT: *Tendances mondiales de l'emploi des jeunes 2017: Les voies possibles vers un meilleur avenir du travail*, Genève, 2017.

³ BIT: *op. cit.*; BIT: *Donner des moyens d'action aux femmes dans l'économie rurale*, Portefeuille des notes d'orientation des politiques sur la promotion du travail décent dans l'économie rurale, Genève, 2015; S. Elder, H. de Haas, M. Principi, et K. Schewel: *Youth and rural development: evidence from 25 school-to-work transition surveys*, BIT, Genève, 2015 (non disponible en français); BIT: *Tendances mondiales de l'emploi des jeunes 2015*; BIT: *Emploi et questions sociales dans le monde – Tendances pour les jeunes 2016*, *op. cit.*

⁴ FAO, FIDA et BIT: *Gender dimensions of agricultural and rural employment: Differentiated pathways out of poverty* (Ecart, tendances et recherches actuelles sur les aspects liés à l'égalité entre hommes et femmes dans l'emploi agricole et rural: des voies différenciées pour sortir de la pauvreté), Rome, 2010 (non disponible en français); Commission de la condition de la femme des Nations Unies, E/CN.6/2018/L.8, 26 mars 2018; BIT: *Emploi et questions sociales dans le monde – Tendances 2018*, *op. cit.*, Commission de la condition de la femme des Nations Unies, E/CN.6/2018/L.8, 26 mars 2018; BIT: *Emploi et questions sociales dans le monde: aperçu global des tendances pour les femmes 2017*, Genève, 2017; BIT: *Emploi et questions sociales dans le monde: aperçu global des tendances pour les femmes 2018*, Genève, 2018.

relations de travail en milieu rural ont aussi une incidence sur leurs droits au travail, ce qui limite leur adhésion aux organisations d'employeurs et de travailleurs et affaiblit leur participation aux processus de dialogue social⁵. La pauvreté au travail incite les jeunes travailleurs, notamment les hommes, à migrer vers les centres urbains, ce qui, par contrecoup, contribue à la féminisation de l'agriculture.

Les jeunes des zones rurales ont un niveau d'instruction généralement supérieur à celui de leurs parents, et ils plus enclins à s'adapter aux technologies et processus nouveaux, notamment ceux qui renforcent la productivité et la viabilité de

⁵ BIT: *Droits au travail dans l'économie rurale*, Portefeuille des notes d'orientation des politiques sur la promotion du travail décent dans l'économie rurale, Genève, 2015.

l'agriculture. Il convient d'encourager le développement de ces technologies et d'en faciliter l'accès, en particulier lorsqu'elles renforcent les possibilités d'emploi décent pour les jeunes en milieu rural, et une transition juste vers des économies écologiquement et socialement durables peut y contribuer. L'écologisation des entreprises et des emplois grâce à des pratiques propres et économes en énergie et en ressources, associée à une gestion durable des ressources, peut être un moteur d'innovation, d'investissement et d'emplois ruraux⁶.

⁶ K. van der Geest: *Rural youth employment in developing countries: A global view*, FAO, Rome, 2010 (non disponible en français); BIT: *Principes directeurs pour une transition juste vers des économies et des sociétés écologiquement durables pour tous*, Genève, 2015, https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/---emp_ent/documents/publication/wcms_432864.pdf; Déclaration des ministres de l'Agriculture du G20, 27-28 juillet 2018, Buenos Aires, Argentine, http://www.g20.utoronto.ca/2018/2018-07-28-g20_agriculture_declaration_final.pdf (non disponible en français).

2. Champ d'application et définitions

Définitions clés

L'Organisation des Nations Unies définit les «jeunes» comme étant les personnes âgées de 15 à 24 ans, sans préjudice des autres définitions adoptées par les Etats Membres. Cette définition vise à rendre compte de l'âge typique d'entrée sur le marché du travail après avoir quitté l'école⁷. La définition de «jeunes» varie selon les pays, mais la fourchette d'âge s'étend généralement de 12 à 35 ans. Il n'existe pas de définition communément admise de ce que l'on entend par «rural». Les pays appliquent des critères différents pour définir les «zones urbaines», et le terme «rural» désigne souvent de facto toute portion du territoire national qui n'est pas «urbaine». Cette combinaison de définitions différentes rend difficile la comparaison de statistiques entre pays sur l'emploi des jeunes en milieu rural⁸.

Groupes cibles

Les programmes et politiques visant à créer des possibilités de travail décent pour les jeunes des zones rurales devraient accorder une attention particulière aux jeunes femmes et aux jeunes autochtones, qui rencontrent des obstacles socio-économiques supplémentaires à leur participation à l'économie rurale et sont souvent victimes de discrimination.

Jeunes femmes: Promouvoir l'autonomisation des jeunes femmes en milieu rural permet de créer des possibilités d'activités génératrices de revenus pour les jeunes femmes

⁷ ONU: *Rapport du Secrétaire général de l'ONU à l'Assemblée générale*, A/36/215, 1981; BIT: *Tendances mondiales de l'emploi des jeunes 2017: Les voies possibles vers un meilleur avenir du travail*, op. cit.

⁸ Conférence internationale des statisticiens du travail, ICLS/20/2018/Room document 3/Rev.3, document de séance 3 «Rural-urban labour statistics», https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---stat/documents/meetingdocument/wcms_636038.pdf (non disponible en français).

et leurs communautés, par exemple grâce à des stratégies ciblées de développement de l'entrepreneuriat, au soutien en faveur de la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle, et à un accès amélioré aux ressources productives ainsi qu'à la formation technique, agricole et professionnelle, et notamment aux compétences financières et numériques de base⁹.

Jeunes femmes et hommes autochtones: Bon nombre d'activités économiques traditionnelles ne répondent pas aux besoins des populations autochtones en raison de leur faible capacité de création de revenus, de leur difficulté d'accéder aux marchés, et de leur niveau de productivité plus faible. Ces activités empêchent aussi notamment les jeunes générations des populations autochtones de profiter comme il se doit des nouvelles possibilités qui s'offrent à eux. L'espérance de vie des populations autochtones est de 20 ans inférieure à celle des populations non autochtones, et le taux de suicide parmi les jeunes est élevé. Les jeunes et les femmes des populations autochtones peuvent faire l'objet de discrimination au sein et en dehors de leurs communautés, ce qui les expose davantage à la vulnérabilité, à la marginalisation, à l'exploitation et à la violence fondée sur le genre. Les politiques axées sur les jeunes des zones rurales devraient donc s'efforcer de surmonter les obstacles socio-économiques qui freinent les possibilités de travail décent auxquels sont confrontés les jeunes autochtones¹⁰.

⁹ Commission de la condition de la femme des Nations Unies, 2018, op. cit.

¹⁰ BIT: *Objectifs de développement durable – Les peuples autochtones*, Genève, 2017, http://ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/---ifp_skills/documents/publication/wcms_533595.pdf; BIT, ONU Femmes, FNUAP et UNICEF: *Breaking the silence on violence against indigenous girls, adolescents and young women: A call to action based on an overview of existing evidence from Africa, Asia Pacific and Latin America*, New York, 2013 (non disponible en français).

3. Domaines d'action prioritaires pour l'orientation des politiques

Voici quelques-unes des priorités à respecter pour élaborer des politiques de promotion du travail décent pour les jeunes des zones rurales.

(a) Stimuler les emplois ruraux pour les jeunes grâce aux politiques macro-économiques et sectorielles

C'est en appliquant des politiques fiscales, monétaires et économiques saines que l'on peut encourager le développement rural et la création d'emplois. Si les secteurs de croissance dans l'économie rurale évoluent rapidement, l'accent doit être mis sur la promotion de ceux qui créent des emplois productifs et de qualité pour les jeunes et les femmes, notamment l'agro-industrie et le tourisme rural. Les évaluations d'impact sur l'emploi sont un outil utile pour identifier ces secteurs.

(b) Compétences, éducation, formation et apprentissage

Les jeunes des zones rurales, en particulier les jeunes femmes, ont difficilement accès à une éducation, une formation et des compétences de qualité répondant à la demande du marché du travail. Outre un taux élevé d'analphabétisme, le fait que bon nombre d'entre eux quittent l'école prématurément pour accéder au marché du travail en n'ayant quasi aucune qualification continue de poser problème. Une formation professionnelle axée sur la demande offrant aux jeunes des qualifications à la fois techniques – notamment entrepreneuriales et numériques – et non techniques, ainsi qu'un apprentissage sur le tas peuvent donner de meilleurs résultats en termes de travail¹¹. Investir dans une éducation et une formation professionnelle de qualité à différents niveaux peut à la fois renforcer les capacités des jeunes et rendre les zones rurales plus attrayantes à leurs yeux pour qu'ils aient envie d'y vivre et d'y travailler. Une autre solution consiste à adopter des mesures de protection sociale permettant aux familles pauvres de gérer leurs risques sans compromettre l'éducation de leurs enfants. Les jeunes qui quittent prématurément l'école ou qui n'y sont pas du tout allés pourraient aussi bénéficier d'autres modèles de formation non traditionnels pour acquérir des connaissances et des qualifications de base, et ainsi renforcer leurs compétences. Des apprentissages informels peuvent promouvoir l'accès à la formation professionnelle pour les

jeunes pauvres de l'économie rurale et informelle. A cet égard, des politiques et institutions efficaces sont nécessaires pour valoriser les systèmes informels d'apprentissage, et fixer ainsi des normes et des règles visant à garantir la qualité de la formation en entreprise et à assurer un travail décent aux jeunes apprentis¹².

(c) Environnement favorable aux jeunes et propice aux entreprises et à l'entrepreneuriat; accès aux ressources productives

Un environnement favorable aux entreprises durables est la condition préalable pour encourager l'entrepreneuriat et les possibilités d'emploi pour les jeunes. Cela permet à la fois de fournir un travail décent en stimulant l'investissement dans les chaînes de valeur, et d'encourager la création d'entreprises rurales durables par les jeunes. Les efforts visant à promouvoir l'inclusion financière, par exemple en donnant accès à des services financiers tels que le crédit et à une formation au système bancaire et financier, sont essentiels pour renforcer les possibilités offertes aux jeunes. Le soutien au micro, petites et moyennes entreprises ainsi qu'à d'autres modèles d'entreprises, comme les coopératives et autres entreprises de l'économie sociale et solidaire, peut faciliter l'accès des jeunes à l'entrepreneuriat.

Outre des cadres législatifs et réglementaires propices, un environnement favorable suppose la stabilité politique, une bonne gouvernance, le respect des droits humains et de l'environnement, ainsi qu'une protection et une inclusion sociales appropriées¹³. Le développement, la connectivité et l'accessibilité des infrastructures jouent aussi un rôle important en permettant aux entreprises durables des zones rurales de réduire la distance entre les jeunes agriculteurs et entrepreneurs et les marchés, ce qui raccourcit la chaîne d'approvisionnement. Ces investissements améliorent aussi la productivité et la compétitivité et font baisser les coûts de production pour, à terme, renforcer les liens entre monde rural et monde urbain et attirer de nouveaux investissements¹⁴.

Les jeunes des zones rurales, notamment les femmes, peuvent bénéficier de mesures propres à garantir l'accès aux ressources productives, en particulier celles qui sont

¹¹ BIT: *Youth in the rural economy: Unleashing the potential of rural economies through investment in young people*, Decent Jobs for Youth, Thematic priority of the Global Initiative on Decent Jobs for Youth, Genève, 2017 (non disponible en français).

¹² I. Nübler, C. Hofmann, et C. Greiner: *Understanding informal apprenticeship – Findings from empirical research in Tanzania*, BIT, document de travail n° 32, Genève, 2009 (non disponible en français).

¹³ BIT: *Youth in the rural economy 2017*, op. cit. (non disponible en français).

¹⁴ BIT: *La promotion d'entreprises durables*, rapport VI, Conférence internationale du Travail, 2007, Genève.

liées à la propriété et à la gestion d'actifs tels que la terre, le capital financier, l'information et la technologie. D'après une enquête menée sur la jeunesse en Afrique, neuf jeunes sur 10 estiment que leurs perspectives s'amélioreraient si la situation générale dans le monde rural s'améliorait elle aussi¹⁵. Cela suppose d'investir dans la mécanisation de l'agriculture, l'agro-industrie et l'agrotourisme, ou d'appliquer des approches du développement rural reposant sur la chaîne de valeur, par exemple via des chaînes de valeur fondées sur le secteur forestier.

(d) Diversification économique pour la jeunesse rurale

La diversification économique résultant d'une réorientation mettant davantage l'accent sur les activités rurales autres qu'agricoles, la diversification des intrants économiques dans les activités agricoles et non agricoles, ainsi que les investissements dans l'agriculture offrent la possibilité de créer des emplois plus nombreux et de meilleure qualité pour les jeunes. Etant donné que l'agriculture demeure le secteur clé pour l'emploi et les moyens de subsistance en milieu rural, les investissements dans le développement du secteur agricole participent au processus global de transformation structurelle. Une hausse des revenus tirés de l'agriculture stimule la demande locale, favorise de nouvelles activités, consolide les chaînes de valeur, et encourage le développement du secteur¹⁶. En renforçant les compétences en gestion des exploitations et en nouvelles technologies et en facilitant les échanges de meilleures pratiques, on peut aussi resserrer les liens avec les fournisseurs, les transporteurs et les revendeurs d'intrants agricoles, améliorer la qualité des produits, et renforcer la capacité de répondre aux demandes du marché¹⁷.

Investir dans les secteurs non agricoles permet de diversifier les revenus des ménages qui dépendent d'une agriculture saisonnière, mais aussi ceux des cultivateurs sans terre, pauvres et qui pratiquent une agriculture de subsistance. Cela peut également générer des ressources pour investir dans la productivité, et ainsi améliorer les intrants et les pratiques agricoles. Enfin, cela peut offrir aux jeunes la possibilité d'intervenir dans des entreprises en amont – en fournissant des intrants – et de fournir des services en aval aux agriculteurs, notamment en matière de commercialisation et de transformation agroalimentaire.

¹⁵ Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ): *Creating opportunities with the young generation in the rural world – Joint call for action by science, the private sector and civil society, Berlin Charter*, Bonn, 2017 (non disponible en français).

¹⁶ Losch: *Structural transformation to boost youth labour demand in sub-Saharan Africa: The role of agriculture, rural areas and territorial development*, Département des politiques de l'emploi, document de travail n° 204, BIT, Genève, 2016 (non disponible en français).

¹⁷ FAO: *Promoting economic diversification and decent rural employment towards greater resilience to food price volatility*, Rome, 2014, <http://www.fao.org/docrep/019/i3574e/i3574e.pdf> (non disponible en français).

(e) Etendre l'accès des jeunes aux services de l'emploi et aux programmes actifs du marché du travail en milieu rural

Les services de l'emploi, qui contribuent à mettre en relation les demandeurs d'emploi avec les emplois disponibles, peuvent être fournis par des prestataires publics, privés ou non gouvernementaux à toutes personnes sans emploi ainsi qu'aux demandeurs d'emploi actifs. Toutefois, pour aider les jeunes des zones rurales, il convient souvent d'associer des services traditionnels et des approches ciblées pour garantir une transition réussie vers l'emploi et des moyens de subsistance productifs. Renforcer l'accès aux services de l'emploi et aux programmes actifs du marché du travail en milieu rural augmente les chances offertes aux jeunes de renforcer leurs compétences en lien avec l'emploi pour les activités aussi bien agricoles que non agricoles.

Pour que les services de l'emploi soient efficaces en milieu rural, il convient d'adapter les services de recherche d'emploi et de conseil en fonction du degré de préparation des jeunes demandeurs d'emploi à accepter un travail et de leurs aspirations personnelles. Autre élément important: établir un lien entre la fourniture de services de l'emploi de base et d'autres programmes et interventions sur le marché du travail (par exemple, la formation et les stratégies de réduction de la pauvreté), de façon à renforcer les possibilités de revenus offertes aux jeunes. Les services publics de l'emploi ne sauraient relever à eux seuls le défi qui consiste à entrer en contact avec ces jeunes. Des approches multicanal associant les divers partenaires opérant en zone rurale ainsi que les jeunes eux-mêmes ont donné des résultats positifs.

(f) Donner la parole aux jeunes ruraux et leur conférer un rôle plus important au sein de leurs communautés

Les jeunes, notamment les jeunes autochtones, devraient avoir la possibilité de participer plus efficacement à la prise de décisions et à l'élaboration des politiques à différents niveaux. Il convient de les encourager à s'intégrer et à jouer un rôle moteur dans les organisations rurales, notamment en soutenant la création d'associations de jeunes et en les encourageant à adhérer aux organisations et coopératives de producteurs. Ils devraient aussi être encouragés à s'affilier aux organisations d'employeurs et de travailleurs afin de renforcer leur participation aux processus de dialogue social. Une attention particulière doit être accordée aux inégalités entre hommes et femmes ainsi qu'à l'autonomisation des jeunes femmes.

(g) Améliorer les moyens de subsistance des jeunes et les inciter à travailler en milieu rural grâce aux progrès technologiques

Comme on le constate déjà dans les activités agricoles ou non agricoles, les jeunes sont bien placés pour être à l'avant-garde des avancées technologiques, qui sont en train de transformer l'économie rurale et l'agriculture¹⁸. Les progrès des technologies de l'information de la communication peuvent améliorer la croissance de la production et de la productivité agricoles, ce qui accentue à son tour la demande de biens et de services non agricoles. Les outils numériques et financiers peuvent aussi créer et améliorer l'intégration verticale dans l'agriculture et renforcer l'accès aux chaînes de valeur régionales et mondiales.

Une approche de la technologie «sous contrôle humain» peut aider à créer de nouvelles possibilités d'emploi, à améliorer les moyens de subsistance et à accroître les revenus¹⁹. Elle peut aussi contribuer à stimuler la création d'emplois verts pour bâtir une économie plus verte davantage tournée vers l'adaptation aux changements climatiques et

l'atténuation de leurs effets. Pour assurer la transition vers une économie écologiquement et socialement durable, il faut investir dans une production, une consommation et une gestion des ressources qui soient écologiquement durables, ainsi que dans des processus plus efficaces et des produits et services plus verts dans les domaines de l'agriculture, de la construction, du recyclage et du tourisme. Pour ce faire, il convient de se tourner vers des énergies propres et écologiquement durables²⁰. Ces innovations sont particulièrement pertinentes du point de vue des jeunes, qui sont plus enclins à acquérir des compétences avancées et à s'adapter aux nouvelles technologies. Intégrer la technologie dans l'économie rurale peut être une solution pour faire participer les jeunes et rendre le travail dans les zones rurales plus attrayant, en offrant des possibilités et une qualité de travail comparables.

Il importe également de veiller à ce que ces possibilités concernent à la fois les jeunes femmes et les jeunes hommes, les femmes des zones rurales ayant moins facilement accès à la technologie que les hommes en raison d'un manque de connaissances financières et numériques de base²¹.

¹⁸ Forum économique mondial: *The future of jobs: Employment, skills and workforce strategy for the fourth industrial revolution, Global challenge insight report*, Genève, 2016 (non disponible en français).

¹⁹ BIT: *Travailler pour bâtir un avenir meilleur – Commission mondiale sur l'avenir du travail*, Genève, 2019.

²⁰ BIT: *Principes directeurs pour une transition juste vers des économies et des sociétés écologiquement durables pour tous*, 2015, *op. cit.*

²¹ Banque mondiale: *ICT in agriculture, connecting smallholders to knowledge, network and institutions. E-sourcebook on ICT in agriculture*. Washington, DC, Banque internationale pour la reconstruction et le développement/Banque mondiale, 2011.

4. L'approche de l'OIT

Il est essentiel de rendre le monde rural plus attrayant aux yeux des jeunes et de faire en sorte que les possibilités de travail décent en milieu rural deviennent une réalité pour éradiquer la pauvreté, améliorer la sécurité alimentaire et garantir la justice sociale. Cela contribuera de manière décisive à réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et à construire l'avenir du travail que nous voulons.

L'OIT œuvre de longue date à la promotion du travail décent pour les jeunes. Ses activités en matière d'emploi des jeunes englobent la sensibilisation, la production et la diffusion de connaissances, des conseils stratégiques et techniques, et le renforcement des capacités. L'approche suivie par l'OIT pour relever le défi de l'emploi des jeunes a évolué au fil des années: si, à l'origine, elle visait à protéger les jeunes travailleurs par son activité normative, elle intervient désormais sur plusieurs fronts en ciblant des moyens de subsistance décents et durables dans l'économie rurale. La résolution de l'OIT intitulée «La crise

de l'emploi des jeunes: Appel à l'action», adoptée en 2012, recommande d'effectuer de bons dosages politiques, qui soient équilibrés et qui encouragent l'investissement et la création de nouvelles possibilités d'emploi, tout en garantissant le respect des droits des jeunes travailleurs²².

L'avantage comparatif des activités de l'OIT en matière d'emploi des jeunes réside dans sa capacité avérée d'induire des changements politiques en y associant les organisations d'employeurs et de travailleurs, les représentants des jeunes ainsi que d'autres parties prenantes, dans le cadre d'un dialogue social élargi et de pratiques participatives.

L'OIT joue un rôle actif dans la mise en place d'alliances multipartites plus vastes telles que l'initiative mondiale pour l'action «Emploi décent des jeunes» (encadré 1) et le Réseau interinstitutions des Nations Unies pour l'épanouissement des jeunes (encadré 2).

Encadré 1: Initiatives sur l'emploi des jeunes en milieu rural visant à ne laisser personne de côté: initiative mondiale pour l'action «Emploi décent des jeunes» menée par l'OIT et initiative du G20 sur l'emploi des jeunes en milieu rural

Le Directeur général du BIT a lancé en 2016 l'initiative mondiale «Emploi décent des jeunes», avec l'appui des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies. Cette initiative mobilise les vastes ressources et les connaissances approfondies de nombreux partenaires pour créer des liens et des synergies et optimiser ainsi l'efficacité des investissements réalisés en faveur de l'emploi des jeunes. L'une de ses principales priorités thématiques est l'emploi rural des jeunes, une action mondiale étant menée dans le domaine des politiques et programmes innovants et fondés sur des données factuelles, qui englobent la mise au point d'approches de formation performantes, la promotion de modèles agro-industriels et de chaînes de valeur efficaces, l'aide à l'accès aux ressources productives, et la création d'emplois pour les jeunes grâce à des pratiques vertes et à des emplois verts.

En 2017, les dirigeants du G20 ont lancé l'initiative sur l'emploi des jeunes en milieu rural en vue d'intensifier l'action dans ce domaine, en s'inspirant du Cadre stratégique mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition, établi en 2014, et du Plan d'action en vue d'assurer la sécurité alimentaire et la pérennité des systèmes alimentaires, élaboré par le G20 en 2015. Si cette initiative porte principalement sur les défis et opportunités qu'offrent les pays en développement d'Afrique, élément clé du partenariat du G20 avec l'Afrique, elle reconnaît l'importance de la question dans les pays en développement d'autres régions ainsi que l'intérêt qu'il y a à promouvoir les échanges d'expériences et de connaissances. Elle cherche à établir une collaboration et des synergies avec l'initiative mondiale «Emploi décent des jeunes». L'initiative du G20 reconnaît la Charte de Berlin, un appel à l'action lancé par les participants à la conférence du G20 adressé à tous les gouvernements nationaux, au G20 et au système des Nations Unies en vue de relever les défis du monde rural et de le modeler de manière positive pour les jeunes générations, en accordant une attention particulière aux possibilités de travail décent.

https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/---ed_emp_msu/documents/publication/wcms_488473.pdf
<https://www.consilium.europa.eu/media/23551/2017-g20-rural-youth-employment-en.pdf>
http://ruralfuture.mediacompany.de-web.biz/assets/pdf/Berlin_Charter.pdf?1704202

²² CIT: *La crise de l'emploi des jeunes: Appel à l'action*, résolution et conclusions de la 101^e session de la Conférence internationale du Travail, Genève, 2012, https://www.ilo.org/ilc/11CSessions/previous-sessions/101stSession/texts-adopted/WCMS_187079/lang--fr/index.htm.

Encadré 2: Réseau interinstitutions des Nations Unies pour l'épanouissement des jeunes

Le Réseau interinstitutions des Nations Unies pour l'épanouissement des jeunes englobe des organismes des Nations Unies représentés au niveau du siège, dont l'activité se rapporte au développement des jeunes. Le Réseau a pour but d'améliorer l'efficacité de l'action des Nations Unies dans le domaine de l'épanouissement des jeunes en renforçant la collaboration et les échanges entre tous les organismes des Nations Unies concernés, tout en respectant et en exploitant les forces individuelles des différentes entités ainsi que les méthodes qui leur sont propres et leurs mandats particuliers.

<https://social.un.org/youthyear/uniany.html>

5. L'expérience de l'OIT à ce jour

(a) Initiative Taqueem OIT-FIDA: Des données probantes pour améliorer l'emploi des jeunes et des femmes en milieu rural au Moyen-Orient et en Afrique du Nord

L'initiative Taqueem (qui signifie «évaluation» en arabe) est un projet de renforcement des capacités et d'apprentissage reposant sur partenariat unique entre l'OIT et le Fonds international de développement agricole (FIDA), qui vise à recueillir des données en vue de promouvoir la prise en compte des questions relatives aux jeunes et aux femmes, l'objectif, à terme, étant d'atteindre l'égalité entre les sexes dans l'emploi rural dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord²³. L'un des principaux résultats de ce projet est la mise en place d'une «communauté de pratiques Taqueem» multipartite regroupant 17 organisations. Au total, cette communauté rassemble plus de 40 000 femmes et jeunes issus de toute la région. Le projet a également contribué à réduire les lacunes en matière de données probantes dans la région grâce à la production de onze études d'impact utilisant des techniques d'évaluation rigoureuses, y compris des tests de contrôle aléatoires.

L'évaluation d'impact Taqueem dans l'Égypte rurale montre un lien positif entre les programmes de formation professionnelle et commerciale et l'autonomisation économique des jeunes femmes. Elle indique aussi qu'en faisant participer les communautés locales aux programmes de formation, on favorise la création d'un environnement propice à l'autonomisation des femmes. Des données provenant d'Égypte et du Maroc montrent aussi l'impact positif des programmes de microfinancement sur les femmes et leurs

familles²⁴. Cette expérience a été présentée à l'Académie sur le développement rural consacrée aux jeunes de l'Égypte rurale (voir encadré 3).

(b) Enquêtes sur le passage de l'école à la vie active

Les enquêtes de l'OIT sur le passage de l'école à la vie active sont un outil unique pour recueillir des informations sur la transition de l'école au travail des jeunes âgés de 15 à 29 ans. Elles aident à identifier le décalage entre les jeunes et la demande de main-d'œuvre, et à élaborer des mesures adaptées pour favoriser une transition en douceur vers le marché du travail. Elles produisent aussi des données fiables pour l'élaboration et le suivi des politiques, en particulier dans les pays qui ne disposent pas d'un système d'informations sur le marché du travail bien développé.

S'appuyant sur les conclusions d'études réalisées dans 34 pays entre 2002 et 2016, ces enquêtes révèlent que, pour les jeunes vivant en zone rurale, la transition est plus longue (15,4 mois) que pour ceux des zones urbaines (13,3 mois)²⁵. Dans la moitié des pays de l'Afrique subsaharienne à l'étude, moins de 50 pour cent des jeunes terminent le premier cycle de l'enseignement secondaire, et moins de 10 pour cent accèdent à l'enseignement supérieur. Les données des enquêtes indiquent aussi qu'il y a beaucoup plus d'adolescents en milieu rural qui quittent l'école pour aller travailler ou qui sont non scolarisés et sans emploi ni formation²⁶.

²⁴ BIT: *Tendances mondiales de l'emploi des jeunes 2017*, op. cit.; FIDA & BIT.: *Empowering young women through business and vocational training: Evidence from a field intervention in rural Egypt*. ILO Impact Brief Series, Issue 8, Genève, 2017, https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/documents/publication/wcms_575930.pdf (non disponible en français); FIDA & BIT. *Promoting women's empowerment in the Middle East and North Africa: A rapid evidence assessment of labour market interventions*, Impact Brief Series, Issue 9, Genève, 2017, http://www.ilo.org/employment/areas/youth-employment/WCMS_563865/lang-en/index.htm (non disponible en français).

²⁵ BIT: *Tendances mondiales de l'emploi des jeunes 2017*, op. cit.

²⁶ Elder, de Haas et al., 2015, op. cit.

²³ BIT & FIDA: *Evidence to improve youth and women's rural employment in the Middle East and North Africa*, Genève, 2018 https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/documents/publication/wcms_667599.pdf (non disponible en français).

Encadré 3: Académie sur le développement rural: Rendre le monde rural plus attrayant aux yeux des jeunes

L'Académie sur le développement rural consacrée au thème «Rendre le monde rural plus attrayant aux yeux des jeunes» a été accueillie au Caire en mars 2019 en tant qu'initiative conjointe de l'OIT, du Centre de formation international de l'OIT à Turin, de la FAO et de l'ONUDI, en vue de promouvoir le travail décent des jeunes vivant dans les régions rurales d'Égypte. Regroupant plus de 135 participants nationaux et internationaux, l'Académie a offert une plateforme permettant d'acquérir des connaissances spécialisées et d'échanger des idées sur des approches intégrées, à l'aide de méthodes et d'outils d'apprentissage interactifs et de modules de formation axés sur des facteurs propres à promouvoir une économie rurale durable, inclusive et prospère. Le programme consistait en un ensemble de sujets d'avant-garde présentés et débattus lors d'une série de cours dispensés avec l'aide de l'OIT, d'autres organismes des Nations Unies et d'éminents spécialistes nationaux et internationaux; des visites d'étude consacrées à des initiatives rurales innovantes; et une série d'ateliers facultatifs apportant un éclairage supplémentaire sur des thèmes en rapport avec la diversification économique, le développement des chaînes de valeur, l'autonomisation des femmes, les emplois verts, l'amélioration de l'accès aux services financiers, le développement des compétences, et la diffusion des technologies.

<https://www.itcilo.org/en/areas-of-expertise/enterprise-development/rural-development-academy>

(c) Ateliers régionaux sur les apprentissages de qualité et les mesures en faveur de l'acquisition d'une expérience professionnelle destinés à faciliter le passage de l'école à la vie active

Comblant le décalage entre, d'une part, les compétences et l'expérience des jeunes qui quittent l'école pour entrer dans la vie active et, d'autre part, les besoins du marché du travail, l'OIT aide ses mandants à définir de grandes lignes d'action en vue de renforcer les compétences et l'employabilité des jeunes grâce à des apprentissages de qualité. L'accent est mis sur des systèmes d'apprentissage sur le lieu de travail qui préparent les jeunes à trouver un emploi rémunérateur, ainsi que sur des orientations claires concernant la qualité et la finalité de ces apprentissages, qui ne doivent pas devenir un moyen d'exploiter les jeunes.

L'atelier qui s'est déroulé au Cambodge en octobre 2015 a réuni des participants du Cambodge, de la Chine, des Fidji, de l'Indonésie du Pakistan. Il a servi de plateforme pour mieux faire comprendre en quoi consistent les apprentissages de qualité et les mesures en faveur de l'acquisition d'une expérience professionnelle, afin d'aider les jeunes qui passent de l'école à la vie active et d'échanger des données d'expérience aux niveaux national, régional et interrégional, de manière à identifier les éléments de bonnes pratiques au moment de promouvoir des possibilités d'apprentissage et d'expérience professionnelle²⁷.

(d) Formation pour le renforcement de l'autonomie économique des populations rurales (TREE)

L'OIT applique un programme de formation pour le renforcement de l'autonomie économique des populations rurales (TREE) dans plusieurs pays. Ce programme repose sur l'identification systématique des possibilités d'emploi et d'activités génératrices de revenus au niveau communautaire, lesquelles sont soutenues par des programmes de formation appropriés dispensés par des prestataires locaux publics et privés et bénéficiant d'un suivi postérieur à la formation en matière d'accès aux marchés. Appliquée dans le cadre de projets de coopération technique avec des pays sélectionnés, la méthode TREE s'inspire de programmes de création d'emplois existants, dont elle améliore le contenu et la mise en œuvre²⁸.

(e) Partenariats public-privé pour l'emploi des jeunes dans la Communauté des Etats indépendants

Les partenariats pour l'emploi des jeunes dans la Communauté des Etats indépendants (CEI) (2018-2022), axés sur la jeunesse rurale, qui est l'un de leurs principaux groupes cibles, ont pour objectif d'améliorer l'efficacité des politiques et programmes en faveur du travail décent pour les jeunes dans ces pays. Il s'agit notamment d'élaborer des approches conjointes pour traiter de problèmes communs aux pays de la CEI en matière d'emploi des jeunes, et de renforcer les mécanismes existants de coopération régionale pour l'emploi des jeunes. Le projet est mis en œuvre par l'OIT avec le soutien financier de l'entreprise russe LUKOIL²⁹.

²⁷ Pour plus d'information, voir https://www.ilo.org/islamabad/whatwedo/eventsandmeetings/WCMS_409963/lang-en/index.htm

²⁸ https://www.ilo.org/skills/projects/WCMS_103528/lang-en/index.htm

²⁹ <https://www.ilo.org/global/topics/youth-employment/projects/cis-partnership/lang-en/index.htm>

Encadré 4: Exemples de pays où l'OIT apporte son soutien pour améliorer l'accès des jeunes aux services de l'emploi

Au Paraguay, l'OIT a aidé le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale à mettre sur pied un bureau public de l'emploi pour les zones rurales, afin d'aider une population majoritairement jeune à accéder aux informations sur les offres d'emploi et aux services de conseil, et ainsi se familiariser avec les programmes de formation, l'aide à la création d'entreprises et les travaux communautaires. Le premier bureau a été mis en service dans la ville de Choré, grâce à la contribution financière de l'Agence espagnole de coopération internationale pour le développement (AECID). Étendre les services de l'emploi aux zones rurales relève d'une stratégie nationale visant à mettre en œuvre la loi sur l'emploi des jeunes, afin de promouvoir le passage des jeunes de l'école au marché du travail, grâce à la mise en adéquation de l'offre et de la demande d'emploi et au développement des compétences.

En Ethiopie, l'OIT, désireuse de s'attaquer aux causes profondes des migrations, a soutenu la création d'un centre de services d'employabilité des jeunes dans une ville de la région Amhara, en vue de préparer et d'accompagner les jeunes à leur entrée sur le marché du travail. Le centre fournit un éventail de services visant à mettre en adéquation la main-d'œuvre et les emplois disponibles et à améliorer l'employabilité des jeunes, et il cherche à coordonner les services existants. Premier du genre dans ce domaine et dans la région, le centre a réussi à faire évoluer les mentalités des parties prenantes et à les aider à mieux comprendre et mieux évaluer la mise en adéquation et le recrutement fondés sur les compétences et le mérite parmi les employeurs locaux. Compte tenu de la faible demande de main-d'œuvre dans le secteur formel, les autorités régionales encouragent la création de microentreprises indépendantes. Le centre offre la possibilité de faire le lien entre ces microentreprises et de les aider à se regrouper. La municipalité et l'administration régionale ont été encouragées à créer d'autres centres dans la ville et au niveau régional.

6. Conseils pratiques et ressources

Instruments

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949

Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930

Convention (n° 138) et recommandation (n° 146) sur l'âge minimum, 1973

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999

Convention (n° 100) et recommandation (n° 90) sur l'égalité de rémunération, 1951

Convention (n° 111) et recommandation (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958

Convention (n° 122) et recommandation (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964

Convention (n° 142) sur la mise en valeur des ressources humaines, 1975

Recommandation (n° 195) sur la mise en valeur des ressources humaines, 2004

Convention (n° 77) sur l'examen médical des adolescents (industrie), 1946

Convention (n° 78) sur l'examen médical des adolescents (travaux non industriels), 1946

Convention (n° 79) sur le travail de nuit des adolescents (travaux non industriels), 1946

Outils

Mesurer l'emploi décent des jeunes: Un guide sur le suivi, l'évaluation et les leçons des programmes du marché du travail (2018)

Guide to international labour standards and rights at work concerning young people (2017) (non disponible en français)

Rising to the youth employment challenge: New evidence on key policy issues (2017) (non disponible en français)

Outils pour des apprentissages de qualité – Vol. 1: Guide de l'OIT à l'intention des décideurs politiques (2017)

Infographie – Une génération menacée: Tendances mondiales de l'emploi des jeunes (2013)

Tout Savoir sur l'Entreprise – «KAB»

Gérez Mieux Votre Entreprise (GERME)

L'amélioration de l'apprentissage informel en Afrique: Un guide de réflexion (2012)

Guide pour la formulation des politiques nationales de l'emploi (2012)

Disability inclusion toolkit and resource manual (2011) (non disponible en français)

Decent work: a common goal of youth and trade unions (2011) (non disponible en français)

Tackling youth employment challenges: an overview of possible actions and policy considerations: an introductory guide for employers' organizations (2011) (non disponible en français)

Project Design Manual, A Step-by-Step Tool to Support the Development of Cooperatives and Other Forms of Self-Help Organization (2010) (non disponible en français)

Rural Skills Training: A generic manual on Training for Rural Economic Empowerment (TREE) (2009) (non disponible en français)

School-to-work transition survey: A methodological guide (2009) (non disponible en français)

Les droits des jeunes au travail: Travail décent pour les jeunes (2009)

Joining Forces for Young People: A Practical Guide to Collaboration with Youth People (2009) (non disponible en français)

User's guide: how to prepare the "Safe work for youth" materials for local use (2009) (non disponible en français)

Guide pour la préparation de Plans d'action nationaux pour l'emploi des jeunes (2008)

Youth Employment: Making it happen, an electronic resource tool for employers (2008) Working with youth: tips for small business owners (2008) (non disponible en français)

L'orientation professionnelle des jeunes: manuel à l'intention de ceux qui aident les jeunes (2007)

Guide pour les agences d'emploi privées – Réglementation, contrôle et application (2007)

Biz'up: Self-employment skills for young people – Facilitator's Guide, Toolkit & User's guide (2007) (non disponible en français)

Orientation professionnelle: manuel didactique à l'intention des pays à revenu faible ou moyen (2006)

Rapports et publications

Youth in the rural economy: Unleashing the potential of rural economies through investment in young people. Decent Jobs for Youth, Thematic Priority of the Global Initiative on Decent Jobs for Youth (2017) (non disponible en français)

Tendances mondiales de l'emploi des jeunes (2017 et d'autres années)

Boosting youth employment through public works (2016) (non disponible en français)

Résolution concernant la crise de l'emploi des jeunes: Appel à l'action (Conférence internationale du Travail, 101^e session, 2012)

La crise de l'emploi des jeunes: Il est temps d'agir, rapport V, Conférence internationale du Travail, 101^e session, 2012)

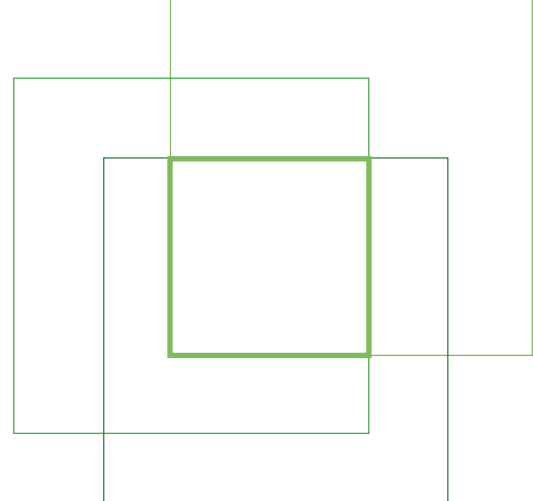
Mobilizing support for the call for action on the youth employment crisis (2013) (non disponible en français)

Résolution concernant l'emploi des jeunes, Conférence internationale du Travail, 93^e session, 2005





Portefeuille des notes d'orientation des politiques sur la promotion du travail décent dans l'économie rurale



Favoriser une croissance agricole inclusive pour parvenir à des meilleurs moyens de subsistance et à une plus grande sécurité alimentaire

- Travail décent, sécurité alimentaire et résilience des moyens de subsistance en milieu rural
- Travail productif et décent dans l'agriculture

Encourager la diversification économique et la transformation des systèmes de production pour l'emploi rural

- Diversification économique de l'économie rurale
- Promouvoir le travail décent pour les travailleurs ruraux qui sont au bas de la chaîne d'approvisionnement
- Le rôle des entreprises multinationales dans la promotion du travail décent dans les zones rurales
- Transition de l'économie rurale informelle vers l'économie formelle
- Le tourisme durable: catalyseur du développement socio-économique inclusif et de la réduction de la pauvreté dans les régions rurales

Favoriser l'accès à des services, à une protection et à des investissements à forte intensité de main-d'œuvre

- Donner accès à des services de qualité dans l'économie rurale pour favoriser la croissance et le développement social
- Étendre la protection sociale à l'économie rurale
- Développer l'économie rurale par l'inclusion financière: Le rôle de l'accès au financement
- Investissements à haute intensité de main-d'œuvre dans les infrastructures rurales en vue du développement économique, de la protection sociale, de la protection de l'environnement et de la croissance inclusive

Garantir la pérennité et l'exploitation des avantages des ressources naturelles

- Une transition juste vers une économie rurale résiliente et durable
- Le travail décent dans la foresterie
- Exploiter le potentiel des industries extractives
- Eau et amélioration des moyens de subsistance en milieu rural

Accroître la représentation des populations rurales grâce à l'organisation de la promotion des droits, des normes et du dialogue social

- Droits au travail dans l'économie rurale
- Promouvoir le dialogue social dans l'économie rurale
- Favoriser le développement local dans les zones rurales grâce aux coopératives et aux autres entreprises et organisations de l'économie sociale et solidaire
- Travail décent pour les peuples autochtones et tribaux dans l'économie rurale
- Donner des moyens d'action aux femmes dans l'économie rurale
- Travail décent pour les jeunes ruraux
- Promouvoir des politiques équitables et efficaces en matière de migration de main-d'oeuvre dans l'agriculture et les zones rurales

Améliorer la base de connaissances sur le travail décent dans l'économie rurale

- Enrichir la base de connaissances pour favoriser la promotion du travail décent dans le monde rural

Pour plus d'informations, visitez notre site web: www.ilo.org/rural ou écrivez à: rural@ilo.org

Copyright © Organisation internationale du Travail - Première édition (2019)

Ce document fait partie du Portefeuille des notes d'orientation des politiques sur la promotion du travail décent dans l'économie rurale https://www.ilo.org/global/topics/economic-and-social-development/rural-development/WCMS_436224/lang-fr/index.htm